

**Secrétariat Général du  
Gouvernement**

**DECRET N° 2001 – 251 DU 26 mai 2001  
portant nominations de magistrats  
à la Cour des comptes**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**

Vu l'Acte Fondamental ;

Vu la loi n° 19-99 du 15 août 1999 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 022-92 du 20 août 1992 portant organisation du pouvoir judiciaire en République du Congo ;

Vu la loi n° 15-99 du 15 avril 1999 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 023-92 du 20 août 1992 portant statut de la magistrature ;

Vu le décret n° 99-88 du 19 mai 1999 portant attributions et organisation du ministère de la justice ;

Vu le décret n° 2000-124 du 1<sup>er</sup> juillet 2000 portant reversement des magistrats ;

Vu le décret n° 82-595 du 18 juin 1982 tel que modifié par le décret n° 92-011 du 20 février 1992 fixant les indemnités allouées aux titulaires de certains postes administratifs ;

Vu le décret n° 83-1078 du 15 décembre 1983 portant rectificatif du paragraphe 4 de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 82-595 du 18 juin 1982 fixant les indemnités de fonctions allouées aux titulaires de certains postes administratifs, en ce qui concerne le ministère de la justice ;

Vu le décret n° 83-162 du 2 mars 1983 portant institution d'une indemnité de sujétion en faveur du personnel relevant du ministère de la justice ;

Vu le décret n° 2000-128 du 1<sup>er</sup> juillet 2000 fixant le statut de certains magistrats et juges de la Cour des comptes ;

Vu le décret n° 99-1 du 12 janvier 1999 portant nomination des membres du Gouvernement,

**DECRETE**

**Article premier :** Les magistrats, dont les prénoms et nom suivent, sont nommés ainsi qu'il suit à la Cour des comptes.

Président : M. (Jean-Marie) OLANDZOBO-EKOBIYOA, magistrat hors hiérarchie, de 3<sup>ème</sup> échelon.  
En charge de la Présidence de la chambre du budget de l'Etat

Procureur général : M. (Henri BALLARD,) magistrat hors hiérarchie, de 3<sup>ème</sup> échelon.

Vice-Président : Mme (Jocelyne) MILANDOU, magistrat hors hiérarchie, de 1<sup>er</sup> échelon.  
En charge de la Présidence de la chambre du budget des Etablissements publics à caractère administratif, industriel, commercial ou agropastoral

Avocat général : Mme (Christine) GOMIS, magistrat hors hiérarchie, de 2<sup>ème</sup> échelon.

Président de la chambre du budget des collectivités locales : M. ESSAMY NGATSE, magistrat de 1<sup>er</sup> grade, de 3<sup>e</sup> échelon.

Président de la chambre du budget des entreprises d'Etat ou d'économie mixte et autres organismes : M. (Joseph) MISSAMOU, magistrat hors hiérarchie, de 2<sup>ème</sup> échelon.

Conseillers : M. (Richard) MAYAMA, magistrat hors hiérarchie, de 4<sup>ème</sup> échelon.  
M. MABOUNDA-MAGANDZA, magistrat hors hiérarchie, de 2<sup>ème</sup> échelon,  
M. (Edouard) MIETE, magistrat de 1<sup>er</sup> grade, de 3<sup>ème</sup> échelon.

Substitut général : M. (Dieudonné) EBANDZA, magistrat militaire.

**Article 2 :** Les intéressés percevront les indemnités prévues par les textes en vigueur.

**Article 3 :** Les frais de transport des intéressés sont à la charge du budget de l'Etat.

**Article 4:** Le présent décret sera inséré au Journal Officiel.

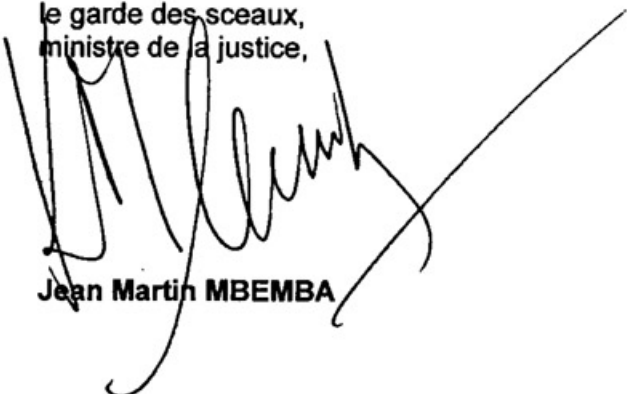
Fait à Brazzaville, le 26 Mai 2001



Denis SASSOU-NGUESSO

Par le Président de la République

le garde des sceaux,  
ministre de la justice,



Jean Martin MBEMBA

le ministre de l'économie,  
des finances et du budget,



Mathias DZON